

INTERVIEW DU CHEF DE L'ETAT A « VOIX D'AFRIQUE »

Question. — Monsieur le Président, le 19 Novembre 1976 marque le Huitième Anniversaire de la Prise du Pouvoir par l'Armée. Dans quelle mesure estimez-vous que l'Armée a atteint les trois objectifs principaux qu'elle s'est assignés ?

Réponse. — En parlant des trois objectifs principaux que l'Armée s'est assignés, vous faites bien entendre l'allusion au Redressement Economique et Financier, à la Réconciliation Nationale et au Retour du pays à une vie constitutionnelle normale.

Comme vous le savez, j'ai eu plusieurs fois déjà à faire le bilan de nos réalisations dans ces différents domaines, et plus récemment encore à l'occasion du 16^e Anniversaire de notre Indépendance. Aussi, n'apparaît-il pas nécessaire d'entrer ici dans les détails.

S'agissant tout d'abord du Redressement Economique et Financier, l'observateur neutre peut aisément constater que des gros et méritoires efforts ont été déployés dans ce sens par le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement.

Malheureusement en raison de la sécheresse et de la conjoncture économique que l'on sait — je veux parler de la récession et de l'inflation mondiales — ces efforts n'ont pas été pleinement récompensés, étant donné qu'ils n'ont pas réussi à avoir sur notre économie tout l'impact que nous étions en droit d'attendre.

Néanmoins, j'en peux, à l'heure actuelle, noter une certaine relance, particulièrement dans l'important domaine de l'agriculture, avec l'estompelement des effets de la sécheresse.

La bonne réalisation de la campagne agricole 1975-1976 a permis à notre pays d'assurer son auto-suffisance alimentaire, d'exporter son surplus céréalière et d'accroître

ses exportations de coton et d'arachides.

La reconstitution du cheptel se poursuit progressivement et de manière satisfaisante.

Dans le domaine industriel, des efforts importants ont été réalisés.

Nous sommes en train de prendre les dispositions adéquates en vue d'une plus grande maîtrise de l'eau, notamment avec la réalisation très prochaine des Barrages de Sélingué, de Manantali et de Tossaye.

De même, dans notre souci constant de maîtriser nos moyens de production et de développement, et de faire face aux exigences de notre politique de planification, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont, pour la première fois dans notre pays, entrepris avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies, un recensement exhaustif de la population malienne.

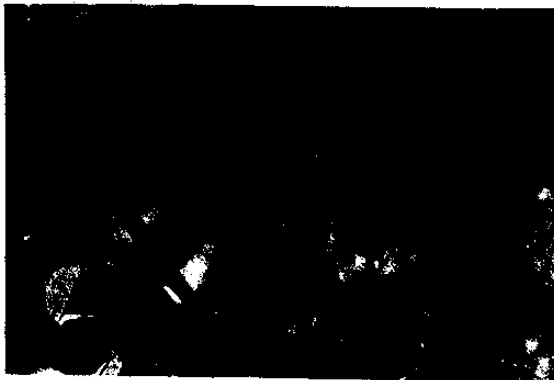
En ce qui concerne la Réconciliation Nationale, les diverses mesures d'élargissement intervenues, et le climat de paix et de concorde qui règne partout à travers le pays, suffisent pour témoigner de l'importance de l'œuvre accomplie dans ce domaine précis par le Comité Militaire de Libération Nationale.

Celui-ci et l'Armée, ont toujours attaché comme vous le savez — une importance toute particulière à la réalisation de cette Réconciliation Nationale dans laquelle nous voyons la base indispensable pour poursuivre et intensifier notre lutte contre le sous-développement.

C'est pourquoi nous

plus qu'une analyse du passé apparaît comme une projection dans l'avenir.

C'est à cette même occasion qu'il a bien voulu accorder à « Voix d'Afrique » une interview dans laquelle il aborde des problèmes d'importance tant nationale, africaine qu'internationale.



Notre confrère Mamadou KABA interviewant le Chef de l'Etat

continuerons d'œuvrer dans le sens du renforcement de ce climat de réconciliation et de paix, en prenant les initiatives appropriées.

Quant au Retour du pays à une vie constitutionnelle normale, nous savons les importantes étapes qui ont déjà pu être franchies sur cette voie, avec notamment l'adoption d'une nouvelle Constitution et, plus récemment, la rédaction et la diffusion des Statuts et du Règlement Intérieur de notre Nouveau Parti, l'Union Démocratique du Peuple Malien.

Mais nous sommes loin de nous contenter des résultats ainsi obtenus et nous sommes résolus à redoubler d'efforts pour nous rapprocher chaque jour davantage de la pleine réalisation de nos trois objectifs fondamentaux.

Question. — La relance de l'économie semble désormais acquise si l'on s'en tient à l'évolution enregistrée au cours de ces trois dernières années. Toutefois, les Sociétés et Entreprises d'Etat ne suivent que peu ou

pas ce courant général. Comment expliquer ce paradoxe ?

Réponse. — Comme je viens de vous le confier, notre économie connaît, et ce depuis ces trois dernières années, une certaine reprise consécutive à la fin du terrible fléau de la sécheresse.

Malheureusement — et comme vous le dites — les Sociétés et Entreprises d'Etat, le Secteur Industriel dans son ensemble, ne suivent que d'assez loin ce courant général de reprise.

Il faut toutefois, au sujet de ces Sociétés et Entreprises d'Etat, faire preuve de prudence et d'objectivité, et se souvenir des conditions difficiles dans lesquelles elles ont été créées.

En effet, la plupart de ces Sociétés et Entreprises d'Etat n'ont pas été dotées par l'Etat de Fonds de Roulement et les Cadres placés alors à leur tête n'avaient ni la formation ni l'expérience requises.

A cette situation, est venue s'ajouter la crise économique mon-

diale dont les retombées, en raison de notre continentalité, ont été encore plus vivement ressenties au niveau de notre économie et de nos Sociétés et Entreprises d'Etat.

Au lendemain des événements du 19 Novembre 1968, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement, conscients des réalités dont je vous parlais tout à l'heure en même temps que de l'importance de ce Secteur des Sociétés et Entreprises d'Etat, ont pris — comme vous le savez — un certain nombre de mesures.

C'est ainsi que fut créé en 1973 un Ministère de Tutelle des Sociétés et Entreprises d'Etat. Déjà, Département qui est en train d'élaborer des plans de redressement pour chacune des Sociétés et Entreprises d'Etat.

C'est ainsi également que, tout récemment, des missions d'information et de dialogue ont été effectuées au niveau de chaque Société par des émissaires du Comité Militaire de Libération Nationale, en vue d'appréhender sur

place les problèmes qui se posent au sein de ces Sociétés, d'entendre les travailleurs de ce Secteur et de proposer en conséquence les mesures à prendre pour un redressement de la situation.

Au-delà de toutes ces mesures, nous n'avons jamais cessé d'insister sur la nécessité d'une organisation et d'une gestion aussi rigoureuse que possible de ce Secteur qui constitue pour nous un acquis précieux et inaliénable du peuple malien.

C'est dire que nous sommes profondément soucieux de la nécessité du maintien de ce Secteur, en même temps que de son assainissement et de sa promotion.

Et c'est dans ce sens que nous continuerons de déployer nos efforts.

Question. — Depuis le 22 Septembre dernier le Mali dispose d'un nouveau Parti, l'U.D.P.M. Quel itinéraire prévoyez-vous pour ce Parti dans la mise en place progressive des Institutions dans un avenir prévisible ?

Réponse. — Il convient de préciser ici que les Institutions prévues dans la Constitution du 2 Juin 1974 sont toutes issues de cette autre Institution qu'est le Parti. La mise en place de celui-ci doit donc intervenir avant l'installation de ces Institutions.

De toute façon, l'on peut d'ores et déjà affirmer que le Conseil National et le Bureau Exécutif qui sont les Instances Suprêmes du Parti, ne pourront être mis en place avant la fin de la période transitoire.

Question. — Quel sera le rôle de l'Armée dans l'animation du Parti qui est l'Autorité Suprême du pays selon l'article 5 de la Constitution ?

Réponse. — La Constitution du 2 Juin 1974 prévoit la mise en place d'un Parti Unique qui sera — comme

(Suite en page 4)

INTERVIEW DU CHEF DE L'ETAT A « VOIX D'AFRIQUE »

(Suite de la page 3)

vous venez de le dire — l'Autorité Politique Suprême du pays et qui devra réaliser la mobilisation de toutes les forces vives du pays et le rassemblement de tous les Maliens, dans l'union et la concorde.

Son animation est donc, dès lors, l'affaire de tous les enfants du pays, quelles que soient leurs sphères d'activités, et la forme de leur participation à la construction nationale.

Aussi, si vous me demandez de vous définir le rôle de l'Armée dans cette animation, je pense que c'est compte tenu de la conjoncture politique, l'Armée assumant actuellement la direction du pays.

A la lumière de ce que je viens de dire, il est certain que l'Armée et ses Cadres devront avoir et auront un rôle particulier dans l'animation de l'Union Démocratique du Peuple Malien. Mais il est pour l'instant prématuré et difficile de vous définir avec précision ce que sera ce rôle.

Question. — Monsieur le Président, la naissance de la C.E.D.E.A.O. a été officiellement consacrée à Lomé en début du mois de novembre. Comment voyez-vous la co-existence entre ce nouvel organisme régional et la C.E.A.O. ?

Réponse. — Comme l'on s'en souvient, c'est au mois de Mai 1975 qu'a été signé à Lagos le Traité créant la C.E.D.E.A.O.

La Conférence au Sommet qui vient de se tenir à Lomé a pris d'importantes décisions, à savoir l'adoption des Protocoles et la désignation des pays devant abriter les sièges du Secrétariat Exécutif et du Fonds, et nommer le Secrétaire Exécutif de la Communauté et le Directeur Général du Fonds.

Vous savez la part prise par le Mali à la création de la C.E.A.O.

Celle-ci, déjà opérationnelle, fonctionne à la satisfaction des Etats Membres.

Avec la C.E.D.E.A.O., qui regroupe au niveau de notre Région de l'Afrique Occidentale quinze Etats francophones, anglophones et lusophones, nous franchissons d'importantes barrières et nous nous hissons à de nouvelles dimensions.

A notre avis, il n'existe aucune incompatibilité entre la C.E.D.E.A.O. et la C.E.A.O., en ce sens que l'une et l'autre sont des organisations économiques complémentaires.

En effet, dans le cadre de la C.E.A.O. comme dans celui de la C.E.D.E.A.O., nous visons à promouvoir les échanges commerciaux qui demeurent encore très faibles entre nos Etats.

Et si l'on ajoute à cela notre ferme opposition à toute tendance isolationniste et notre grand attachement à la réalisation de l'Unité Africaine, on comprendra dès lors la grande satisfaction que nous éprouvons devant les résultats très positifs de la Conférence de Lomé.

Notre pays, j'en donne l'assurance, œuvrera de toutes ses forces pour assurer le succès de ces deux organisations dans lesquelles nous voyons de précieux instruments de développement.

Question. — Nombreux sont ceux qui restent pessimistes sur le règlement pacifique de la rébellion rhodésienne. Partagez-vous ce sentiment ? D'une manière générale, la force vous paraît-elle le seul recours pour la libération totale de l'Afrique Australe ?

Réponse. — Je ne pense pas que pour aucun Africain, le recours à la force ait été « a priori » considéré comme la seule solution, la seule voie permettant d'atteindre cet

objectif fondamental que constitue la libération de l'Afrique Australe du joug du colonialisme et du racisme.

A quelque partie du Continent qu'ils appartiennent en effet, les Africains se sont d'abord tournés vers les possibilités d'un règlement pacifique du problème posé en Afrique Australe et des appels pressants ont été lancés dans ce sens.

Et c'est parce que ces appels sont demeurés sans écho, que les Nationalistes, au Zimbabwe, en Namibie, ont dû prendre les armes et s'engager dans la guerre de libération.

C'est dire que nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue de l'actuelle Conférence de Genève sur la Rhodésie.

Cette Conférence, on le sait, achoppe à son stade actuel sur l'épineux problème de la fixation de la date de l'indépendance. Nous espérons néanmoins que la Grande-Bretagne prendra enfin toutes ses responsabilités dans cette affaire et que l'on aboutira à un accord pour un transfert pacifique du pouvoir à la majorité noire, car c'est de cela et rien que de cela qu'il s'agit.

Mais si les attermoissements devaient se poursuivre et si la Conférence de Genève devait finalement se révéler comme une simple manœuvre et déboucher par conséquent sur un échec, alors ce sera la catastrophe pour la minorité blanche de Rhodésie qui aura laissé s'envoler ses dernières chances.

Car les Nationalistes du Zimbabwe n'auront plus d'autre ressource que d'intensifier la lutte armée qui se terminera inéluctablement par leur victoire. Ainsi, arracheront-ils par la force ce qui leur aura été arbitrairement refusé à Genève, avec toutes les conséquences

qu'une telle issue comporte pour l'Afrique Australe et ses habitants.

Il n'est cependant pas encore trop tard, à notre avis, pour un règlement pacifique de l'ensemble du problème d'Afrique Australe. Mais si — comme cela est fort à craindre — les régimes minoritaires blancs devaient continuer à faire preuve d'intransigeance et d'aveuglement, alors la violence embrasera toute l'Afrique Australe et, que ce soit au Zimbabwe, en Namibie ou même en Afrique du Sud, partout, le dernier mot appartiendra aux majorités africaines.

Question. — La 4^e CNUCED à Nairobi a été un nouvel échec. Le dialogue Nord-Sud piétine. Quelles réflexions vous inspire l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ?

Réponse. — Il est en effet généralement admis dans les rangs des pays du Tiers-Monde que la 4^e Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) tenue cette année à Nairobi a été, elle aussi, un échec.

Si, effectivement, l'on se réfère aux revendications des pays du Tiers-Monde et aux réactions qu'elles ont suscitées au niveau des pays développés, on ne peut que tirer une telle conclusion.

Toutefois, nous estimons que ces grandes conférences économiques présentent un certain côté positif en ce sens qu'elles donnent toujours l'occasion aux pays en développement de se retrouver, de parler d'une seule voix, de faire connaître leurs problèmes et de défendre avec une certaine chance de succès leurs intérêts.

De la première Conférence tenue en 1964 à Genève à cette Conférence de Nairobi, en passant par celles tenues à New-Delhi et à Santiago-du-Chili, les

représentants du Tiers Monde ont réussi à attirer l'attention de la Communauté Internationale sur des problèmes importants jusqu'alors éludés par les pays dits nantis.

Ces derniers ont été ainsi amenés à admettre l'existence d'une division internationale inégale du travail imposée aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

La démonstration a été faite que le Commerce international est dominé par les pays développés qui, par exemple, fixent unilatéralement les cours mondiaux des divers produits et qui continuent d'orienter les relations commerciales dans un sens exclusivement favorable à leurs intérêts.

Nos délégations qui se concertent surtout au niveau du Groupe des « 77 » ont montré également au cours de ces réunions que les pays du Tiers-Monde n'ont pas le contrôle de leurs ressources naturelles et qu'ils ne maîtrisent pas la technologie qui devrait pourtant profiter à toute l'humanité.

Cette prise de conscience progressive des pays du Tiers-Monde a amené ces derniers à poser ces problèmes au niveau de l'Organisation des Nations Unies, à la faveur de la 6^e Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale de cette Organisation sur les matières premières et le développement.

Il a été adopté au cours de cette rencontre historique le principe de la mise en place d'un nouvel ordre économique international équitable.

Des ébauches de solution ont été dégagées pour la fixation équitable des prix des matières premières, le contrôle par les pays du Tiers-Monde de leurs ressources naturelles et les modalités de transfert de la technologie dans ces pays.

La 7^e Session Extraordinaire des Nations Unies tenue en 1975 a,

quant à elle, procédé à l'étude et à l'approfondissement de ces questions.

Enfin, la dernière Conférence de la CNUCED tenue à Nairobi est apparue comme la continuation des efforts ainsi déployés par les pays du Tiers-Monde.

Deux problèmes importants concernant les pays du Tiers-Monde y ont été sérieusement examinés, en vue de leur trouver une solution juste. Il s'agit :

— du « Programme Intégré » pour les matières premières et

— de la dette de plus en plus croissante des pays du Tiers-Monde face à leurs ressources actuelles modestes.

Devant l'importance de ces deux questions, il est apparu au cours de la Conférence de Nairobi de la part des pays développés, des attitudes divergentes. Cela ne doit pas étonner étant donné que les pays membres de la CNUCED n'ont pas pour le moment les mêmes intérêts.

C'est d'ailleurs là que se situent les difficultés auxquelles l'on se heurte dans la tentative d'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Les mêmes problèmes se retrouvent d'ailleurs au niveau de la Conférence Nord-Sud de Paris dont vous affirmez, à très juste titre, qu'elle piétine.

Face à toutes ces réalités, nous continuons néanmoins de nourrir un certain optimisme, car nous pensons que les difficultés auxquelles nous nous heurtons étaient prévisibles, que nous n'arriverons pas aisément et immédiatement à changer l'ordre économique actuellement établi mais que ce changement se fera car il est inéluctable.

INTERVIEW

REALISEE PAR :
MAMADOU KABA.

6ème sess

« Les t

a de

La semaine de le clou de l'ac pour la Sous-était la sixième sion du Conseil tériel de l'OMV se tenait à N chott. Une sessi a été bien re comme l'a so notre Ministre eveloppement Ind et du Tourisme, mine Kita qui conduit la délég malienne aux tr de ce Conseil M riel de l'Organi pour la Mise en du Fleuve Sénégal.

Un ensemble de blèmes a été exa lequel ensemble considéré en tro catégories de prob a dit le Minis Développement l et du Tou D'abord les p mes financiers financement. En les problèmes in tionnels et enfin problèmes liés à d'avancement du gramme de dével ment intégré de l' nisation pour la en Valeur du F Sénégal.

En ce qui con les problèmes ciers, le Consei Ministres de l'O s'est surtout p sur le projet de get 1977 qui ava préparé par le Commissariat de ganisation sous- nale, après une sion d'experts de pays membres.

« Le budget 19 l'Organisation, a Ministre Lamine a été arrêté en tes et en dépens montant de 830 lions de francs liens. La 7^e sessi Conseil des Min de l'OMVS a ément examiné le blème du régime et douanier po marchés d'étude de travaux de l' nissaient. Ce prob a fait l'objet échange de vue niveau des exper des directives or